

D'ailleurs je nie que des Loix agraires nuisent à l'agriculture. Les trop grandes possessions frappent la terre de stérilité, ce sont les petits héritages qui sont les mieux cultivés. En bornant, dit-on, les espérances & l'industrie de vos principaux citoyens, vous les engourdiriez. C'est ce que je souhaite, si, par cet engourdissement, on entend l'habitude qu'ils contracteront de ne rien désirer au-delà de ce que la Loi leur permet de posséder; je le nie si on entend, au contraire, cette paresse qui accompagne la misère. Vos citoyens, ajoute-t-on, abandonneront le pays, ils désertent pour se faire une nouvelle Patrie. Entendrai-je toujours ces misérables objections? Qu'ils fuient ces hommes pervers dont les passions ne peuvent obéir à des Loix salutaires; la République y gagnera, elle n'aura plus dans son sein des ennemis du Gouvernement, des Loix & des mœurs. Mais personne ne fuira; la tyrannie du Gouvernement & des Magistrats chasse quelquefois les citoyens, mais des Loix justes par leur austerité même les attachent, au contraire, à leur Patrie.

Dans un pays où les hommes sont distribués en différens ordres, & jouissent, par conséquent, d'une fortune & d'une considération différente; je sens qu'il est impossible de prescrire à l'avarice & à l'ambition les mêmes règles que dans un Gouvernement Démocratique; mais s'il n'est pas permis d'atteindre à la perfection, doit-on négliger de s'en rapprocher? Pourquoi n'établirait-on pas un patrimoine certain pour chaque ordre? Nous avons en Suede un commencement de cet usage; il y a des terres qui ne peuvent être possédées que par des Gentilshommes, & d'autres par des Bourgeois. Plusieurs Etats ont porté des espèces de Loix agraires contre l'avidité du Clergé; & l'avantage qu'ils en ont retiré, auroit dû les avertir de faire, en faveur du bien public, les mêmes Loix contre la cupidité des autres classes de citoyens. Que ne distingue-t-on des terres nobles, des terres ecclésiastiques, des terres roturières, qui, suivant leur distribution, ne pourroient être possédées que par des Gentilshommes, des Ecclésiastiques & des Roturiers. Si la

fortune de chaque citoyen, dans sa classe, pouvoit changer, diminuer ou s'agrandir; la fortune de chaque ordre resteroit du moins la même, & aucun ne tomberoit dans le mépris. Pourquoi permet-on au Seigneur d'un village ou d'une communauté de s'en rendre le seul propriétaire? C'est en dépeuplant un pays, y multiplier les vices de l'opulence & les vices de la pauvreté.

C'est, je l'avouerai, en faisant l'application de ce que nous disoit notre Philosophe sur la matière importante des Loix agraires, à ce que je vois pratiquer parmi nous, que je compris davantage la sagesse de sa doctrine. La cupidité des riches envahit tous les héritages sans que les Loix s'opposent à leurs usurpations & viennent au secours des pauvres. Le Gouvernement féodal étoit sans doute ce que la licence a pu imaginer de plus contraire à la fin que les hommes se font proposée en se réunissant en société; malgré ses pillages, son anarchie, ses violences & les guerres privées, nos campagnes cependant n'étoient point dévastées comme elles

le sont aujourd'hui. L'espèce de point d'honneur qu'on se faisoit de compter beaucoup de vassaux dans sa terre, & d'y posséder un grand nombre de sujets, servoit, pour ainsi dire, de contrepoison à la tyrannie des fiefs. Loin de dévorer tout ce qui l'entouroit, le Seigneur principal faisoit des démembrements de sa terre pour se faire des défenseurs, & les familles se multiplioient sous sa protection. Mais lorsque ce Gouvernement se fut détruit par ses propres mains, on ne jugea des terres, qui avoient perdu leur dignité, que par leur revenu; & on voulut réunir à soi toutes les possessions. Dans un territoire qui étoit autrefois partagé entre plusieurs familles qui y vivoient avec honneur, on ne voit plus qu'un seul Seigneur, qui a fait autour de lui une vaste solitude. Pour s'agrandir, on a pas craint d'acheter le patrimoine des malheureux paysans, & de les condamner à une pauvreté plus dure que l'ancienne servitude de leurs pères. Nos campagnes ne sont couvertes que d'hommes livides & décharnés, à qui il ne reste que leurs bras pour faire vivre

à moitié une famille malheureuse. Qu'elles sont rares ces personnes aimées du ciel & des hommes, qui respectent le patrimoine des pauvres, & croient que tout paysan qui arrose la terre de sa sueur, doit y avoir une possession! Avec notre manie de nous enrichir & de nous ennoblir, il arrive que toutes les possessions passent entre les mains de la Noblesse, que le Tiers-Etat se dégrade de jour en jour, & son avilissement avilit le reste de la Nation.

Si les Loix, continua notre Philosophe, ne doivent pas permettre qu'il se fasse au dedans de grandes fortunes, quelles précautions ne doivent-elles pas prendre pour que les citoyens n'aillent au dehors amasser des richesses qu'ils rapporteroient dans leur Patrie, & qui dérangeront nécessairement l'harmonie du Gouvernement le plus sage? Un exemple va vous faire entendre ma pensée. Quand Calvin se retira à Genève, & donna des Loix à cette République naissante, on ne peut douter qu'il n'ait pris plusieurs mesures très-prudentes pour établir le bonheur des citoyens. Il donna à tous les mêmes droits, les

mêmes prérogatives, la même dignité. Différens Conseils établis avec des pouvoirs différens & surbordonnés les uns aux autres, sembloient devoir fixer l'égalité & la liberté. Tel étoit l'ordre, que le peuple ne pouvoit jamais être forcé d'obéir à des Loix qu'il n'auroit pas agréées, & il abandonnoit sans danger toute la puissance exécutive à des Magistrats qu'il avoit lui-même choisis. Calvin ne manqua pas de faire des Loix somptuaires, mais soit qu'il ne connut pas assez le cœur humain & la marche des passions, soit que l'égalité des fortunes & le territoire borné de la République lui fissent espérer que les Genevois ne seroient pas exposés à de fortes tentations, & continueroient à aimer leur honnête & précieuse médiocrité, il négligea de les prémunir contre les amorces de l'avarice. Le Législateur se trompa. Ses citoyens étoient à peine rassurés sur le fort de leur Religion & de leur liberté, que commençant à jeter les yeux au dehors, ils virent, avec une forte de dégoût, la médiocrité de leur fortune. Aucune Loi ne venant à leur secours pour les

aider à étouffer le germe d'une avarice naissante, ils fortirent de chez eux, s'associèrent à la malheureuse industrie de leurs voisins, se répandirent dans toute l'Europe, y firent le commerce & la banque avec succès, & rapportèrent, dans leur Patrie, des richesses qui émoussèrent la rigueur bienfaisante des Loix somptuaires; & sans qu'on s'en aperçut, l'Etat fut partagé en citoyens riches & en citoyens pauvres.

L'égalité politique des citoyens étant ébranlée par l'inégalité qui s'étoit établie dans leur fortune, rien ne fait plus d'honneur à la sagesse des Genevois que la tranquillité dont ils continuèrent à jouir; & sans doute il faut l'attribuer aux Loix somptuaires qui empêchoient que les uns n'osassent montrer avec faste leurs richesses, & que les autres ne les vissent avec ce respect qui prépare à l'humiliation & conduit à la servitude. Cependant les richesses n'étoient pas entrées impunément à Genève, & ce levain de discorde & de dissension devoit y fermenter. Les riches, conduits par cet esprit de parcimonie & d'épargne que

que donne le commerce, ne vouloient pas acheter l'autorité qu'ils desiroient, & que les pauvres auroient vraisemblablement vendue; ils prétendoient l'acquérir peu-à-peu, & sans qu'il leur en coûtât rien. Ils n'insultoient pas les pauvres, mais ils les méprisoient en secret; les Loix n'étoient pas violées, mais éludées ou détournées de leur sens naturel; on ne commettoit pas de grandes injustices, & cependant les nouvelles mœurs faisoient pancher le Gouvernement vers l'Aristocratie. Le peuple qu'on n'avoit pas corrompu, s'aperçut du danger que couroit sa liberté, il devint inquiet & soupçonneux; les riches, de leur côté, concurent des alarmes; les querelles éclatèrent enfin, & nous les avons vues naître & se calmer à deux reprises. La paix est établie, mais subsistera-t-elle? Les Représentans ont demandé qu'on augmentât les gages des Magistrats; cette demande est-elle d'un bon augure? Annonce-t-elle des citoyens contents de leur fortune? Puisqu'ils estiment les richesses, seront-ils disposés à prendre les

mesures nécessaires pour en prévenir les abus ? Puisqu'ils s'occupent d'autre chose que de leur liberté , seront-ils capables de la défendre ?

Je n'en disconviens pas , poursuit notre Philosophe : la politique que je vous présente , est un peu dure pour des esprits familiarisés depuis bien des siècles avec les vices & les préjugés que nous aimons en Europe ; si je la publiois dans un Ouvrage , je ne doute point qu'on ne la frondât avec beaucoup de mépris. Après tout , ce n'est pas la faute des philosophes s'ils voyent les choses telles qu'elles sont. S'il leur étoit permis de changer les Loix de la nature & de donner le bonheur à meilleur marché qu'elle , ils le feroient sans doute par complaisance ; puisqu'on ne veut pas avoir celle de les entendre & de les croire : mais ils ne le peuvent pas , & j'en suis fâché. Malgré l'empire qu'ont pris nos préjugés & nos passions , il ne faut pas laisser prescrire les droits de la raison & de la vertu. Malgré l'imprudente sécurité avec laquelle nous nous conduisons , il ne faut pas se laisser de présenter aux hommes la

seule doctrine qui leur est salutaire. Nos politiques me font pitié par la stupidité avec laquelle ils se flattent d'avoir affermi pour toujours le Gouvernement de leur Nation. Non , Milord , quand on voit que toute la sagesse de Lycurgue n'a pu empêcher que Lacédémone ne perît , ne faut-il pas avouer que jamais les Loix n'ont pris assez de précautions contre l'avarice ? Il ne suffit pas de ne laisser aucun germe de vice dans la République , il faut la prémunir contre ceux de ses voisins. Examinez avec soin les Loix de Lycurgue , vous verrez qu'il avoit pris les mesures les plus efficaces pour écarter de la Laconie les vices qui infectoient la Grèce ; mais cela ne suffisoit pas , puisque Lacédémone a péri. Il faut donc se précautionner contre des accidens qui n'arriveront peut-être jamais , mais qui peuvent arriver : il faut avoir pris cent précautions inutiles , pour croire qu'on n'en néglige aucune nécessaire ; il faut que le Législateur paroisse défier tous les caprices de la fortune.

Sparte étoit attachée à ses devoirs par trop de liens , pour se laisser

entraîner au mal par le mauvais exemple des autres villes de la Grèce ; mais enfin l'armée de Xercès parut aux portes du Péloponèse avec le faste, le luxe & toutes les richesses de l'Asie ; elle fut défaite à Platée : & les Spartiates qui avoient eu jusqu'alors le courage de mépriser les dépouilles médiocres des Grecs, furent éblouis par celles des Perses ; ils furent tentés, & n'eurent pas le bon esprit de se contenter encore de l'honneur de la victoire. En demandant leur part du butin, peut-être se méprenoyent-ils sur la nature du sentiment qui les faisoit agir. Ils obéissoient à cette cupidité secrète que leur donnoient leurs monnoies de fer & l'espèce de propriété à laquelle ils étoient accoutumés, & ils croyoient ne demander qu'un aveu public que la Grèce leur devoit son salut. Quoiqu'il en soit, les dépouilles des Perses altérèrent les mœurs de Lacédémone, & portèrent une playe mortelle à la constitution de la République. Avant la guerre Médique, Miltiade & Thémistocle n'auroient jamais imaginé d'y négocier en corrompant le Sénat,

les Rois & les Ephores, à prix d'argent. Périclès le tenta, & quelques talens suffirent pour acheter des hommes qui commençoient à se laisser corrompre par leur avarice. Dès qu'on n'obéissoit plus religieusement à la plus importante des Loix de Lycurgue, dès que la cupidité s'étoit glissée dans la République, on y devoit adopter la politique funeste de Lyfander. On exigea des tributs de ses ennemis & de ses alliés. Sous prétexte de faire des guerres nécessaires au dehors & d'avoir une flotte, on forma un trésor public ; & de ce trésor les richesses s'écoulèrent secrètement dans les maisons des Magistrats & des citoyens. A mesure que le pouvoir des Loix s'affoiblit, la corruption se montra avec moins de retenue, Sparte éprouva enfin le sort des autres Républiques de la Grèce, & fut plus malheureuse par ses vices que par ses défaites.

